

Le dossier grec est maintenant essentiellement politique. Ce qui ouvre la voie à son règlement

Le dossier de la dette grecque se tire en longueur d'une façon qui à la fois le banalise et fait craindre une issue d'une brutalité excessive. Drame antique ou comédie ? On ne saurait dire, mais en tout cas, on est dans le feuilleton un peu répétitif.

Le dernier avatar est la négociation bilatérale entre le Premier ministre grec et la chancelière allemande, qui se tient ce lundi 23 mars. Une sorte de rendez-vous entre parties prenantes après les négociations « informelles » de la semaine dernière où les comparses – le président français, la BCE, la commission européenne et l'Eurogroupe – avaient été admis. La réunion sérieuse sera-t-elle un rappel au règlement de suzerain à vassal ? Ou une conversation de débiteur à créancier ? Dans le premier cas, l'Allemagne tiendrait la barre, dans le second, ce serait la Grèce. On sait qu'au-delà d'un certain montant, c'est l'endetté qui tient son prêteur.

Au-delà de la caricature, les deux parties connaissent les risques et la limite de leurs prétentions. On en revient aux chiffres.

Une charge de la dette qui n'est pas anormale au sein de l'euro

Le sauvetage grec de 2010-2011 comportait un engagement de restauration des finances publiques. Il est au rendez-vous. Le gouvernement précédent a joué sur les dépenses et les recettes. La réduction du Budget a été très sévère avec une baisse moyenne annuelle de plus de 10% par an de 2012 à 2014, le recul de 2013 ayant atteint 20%. En cumulatif cela représente un tiers de coupes. Du côté des recettes, avec un produit intérieur brut amputé d'un quart, l'exercice a été plus difficile à mener. Avec une forte progression (5%) début 2014, on peut considérer qu'une érosion

moyenne des rentrées de 6 à 7 % correspond déjà à une forte majoration de la fiscalité. Mais la tendance est sensiblement freinée et, sur les deux premiers mois de l'exercice, l'exécution est inférieure de 13,8 % aux objectifs.

En tout état de cause, l'effort payé dans les chiffres, et le déficit primaire (hors charge liée à la dette) a été effacé pour présenter un excédent de 2,98 milliards d'euros l'année dernière, ce qui représente 1,5 % du produit intérieur brut. C'est très proche des engagements de 2011 qui exigeaient 1,7% (sur un PIB très supérieur à l'époque).

En prenant en compte la charge de la dette, le déficit de l'Etat hellène a été ramené à un peu plus de 2 %. A ce niveau, la charge de la dette n'a rien de réellement excessif. Rapportée à la production de richesse (le PIB), elle se situe à 3,8%, ce qui est inférieur au ratio au Portugal, en Italie et en Irlande et pas beaucoup supérieur à celui de l'Espagne. Reste évidemment la question du stock de d'endettement.

L'accord de 2015 engagerait pour 30 ans

On peut résumer de façon simple la position du gouvernement grec de M. Tsipras. Il propose un partage de la richesse créée en Grèce différent de celui qui avait été consenti par son prédécesseur en 2010-2011. Le plan prévoyait pour l'excédent primaire le niveau insensé de plus de 5 % du PIB cette année et l'année prochaine, de plus de 4 % ensuite, de façon à assurer l'amortissement du stock de dette pour viser la norme de 1,2 fois le produit intérieur brut en 2025. Le gouvernement propose

de limiter cet excédent à 1,5 % du PIB, de façon à rendre aux grecs (et donc à l'économie) le différentiel de façon à sortir réellement de la spirale de récession.

La requête n'a rien de révolutionnaire : il s'agit simplement d'entrer en termes budgétaires dans la norme des pays du sud de la zone euro (et de l'Irlande), alors que la France présente toujours et encore un déficit primaire. Evidemment, la relance de la croissance par réduction de l'excédent suppose un nouvel échéancier pour la dette, comprenant un maintien après 2025 au-dessus du seuil normé de 1,2 fois le produit intérieur brut.

On est dans le dur pour des raisons de long terme, mais aussi et peut-être surtout de court terme. Avec 28 milliards d'euros, 2015 est en effet le point haut de l'échéancier de la dette publique. Ce niveau n'est prévu à nouveau qu'en ... 2046. D'ici là, le plan se situe sur un niveau annuel compris en 5 et 10 milliards, avec deux pics seulement à 15 milliards.

L'accord qui doit être trouvé dans les mois qui viennent et il serait engageant pour le long terme.

Le partage de richesse pour relancer la croissance n'est pas techniquement irrecevable

Avec le succès électoral de Syriza, la question de la dette grecque est passée du stade technique à celui de la politique. C'est la réussite de M. Tsipras, qui s'est appuyé sur le rétablissement des équilibres budgétaires. D'un autre côté, Mme Merkel peut aussi se concentrer sur la politique : le cas grec n'est plus « systémique », avec un risque finalement limité à 320 milliards d'euros (tout de même 3,2 % de la production annuelle de richesse de la zone euro), et placé dans les mains des pays de la zone euro, de la BCE et du FMI.

Le coup médiatique de M. Tsipras a été de placer le débat dans la perspective historique des dommages de guerre, et surtout de comparer le plan d'étalement de la dette qu'il demande avec celui consenti à l'Allemagne Fédérale en 1953. D'un autre

côté, la chancelière a besoin de gages de bonne foi pour engager le refinancement nouveau et calmer les parlementaires des commissions du Bundestag.

En réalité, on ne voit pas ce qui va sérieusement empêcher un accord, même si les parties se doivent de négocier pied à pied. La sortie de la Grèce de la zone euro, son défaut à assurer le service de la dette aurait des effets sans doute limités sur le cycle de croissance qui s'est engagé. Mais, au-delà, un « Grexit » (pour exit la Grèce) aurait une valeur d'exemple très dangereuse. Avec en fond de tableau une montée des partis d'extrême gauche en Europe du Sud, la contagion serait difficile à éviter. Si une sortie du Portugal, de l'Espagne et même de l'Italie de la monnaie unique devait être ne serait-ce qu'évoquée, le montage menacerait d'écroulement. Et on sait qui est le principal bénéficiaire de l'euro, l'économie allemande qui, sans la monnaie unique, serait victime d'un taux de change qui casserait son modèle d'exportation.

Le rééchelonnement de la dette demandé par la Grèce n'a rien de techniquement impossible et le partage de richesse favorisant la croissance qui est sous-tendu n'est pas politiquement irrecevable. On doit s'orienter vers un accord, pour lequel la clé de répartition – c'est à dire l'objectif d'excédent primaire – est douloureux du point de vue grec et plus prosaïquement politicien de celui de l'Allemagne. Une Allemagne qui gère cette affaire comme tant d'autre sans guère d'égards pour les autres poids lourds de la zone euro que sont la France et l'Italie.